

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Appel d'offres ouvert

Articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique

MARCHE N°2543H01AO

PRESTATION DE NETTOYAGE DES LOCAUX ET DE FOURNITURE DES CONSOMMABLES D'HYGIENE DES SITES DU GROUPEMENT DE COMMANDE CCI HAUTE LOIRE

POUVOIR AJUDICATEUR

Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de la Haute-Loire

16 Bd du Président Bertrand

43004 Le Puy-en-Velay

Profil Acheteur : www.marches-publics.gouv.fr

Cellule de la commande publique : marches@haute-loire.cci.fr

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
1.3 - Type d'accord-cadre	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	4
1.5 - Réalisation de prestations similaires	5
2 - Pièces contractuelles.....	5
3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	5
4 - Protection des données à caractère personnel	Erreur ! Signet non défini.
5 - Durée et délais d'exécution	5
5.1 - Durée du contrat	5
5.2 - Reconduction	6
6 - Prix	6
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	6
6.2 - Modalités de variation des prix.....	6
6.3 - Clause de déclenchement de la révision des prix.....	7
6.4 – Clause butoir	Erreur ! Signet non défini.
6.5 – Clause de sauvegarde	7
7 - Garanties Financières	7
8 - Avance	7
9 - Modalités de règlement des comptes	7
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	7
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	7
9.3 - Délai global de paiement.....	8
9.4 - Paiement des cotraitants.....	8
9.5 - Paiement des sous-traitants.....	8
10 - Conditions d'exécution des prestations	9
11 - Développement durable	9
12 - Suivi de l'exécution du marché	Erreur ! Signet non défini.
12.1 – Représentation des parties	Erreur ! Signet non défini.
12.2 - Remplacement des intervenants.....	Erreur ! Signet non défini.
12.3 - Obligations du titulaire.....	Erreur ! Signet non défini.
12.4 - Mesures de sécurité.....	Erreur ! Signet non défini.
12.5 - Plan de prévention	Erreur ! Signet non défini.
12.6 - Plan de continuité d'activité.....	Erreur ! Signet non défini.
12.7 - Biens.....	Erreur ! Signet non défini.
12.8 - Modalités d'exécution des prestations forfaitaires.....	Erreur ! Signet non défini.
12.9 - Calendrier des prestations	Erreur ! Signet non défini.
12.10 - Cadre d'intervention	Erreur ! Signet non défini.
12.11 - Exigences relatives aux prestations	Erreur ! Signet non défini.
13 - Constatation de l'exécution des prestations	Erreur ! Signet non défini.
13.1 - Vérifications	Erreur ! Signet non défini.
13.2 - Décision après vérification	Erreur ! Signet non défini.
14 - Pénalités.....	10
14.1 - Pénalités de retard	10
14.2 - Pénalité pour travail dissimulé	10
14.3 - Autres pénalités spécifiques	10
15 - Assurances.....	11

16 - Clause de réexamen	11
17 - Résiliation du contrat	12
17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	12
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	12
18 - Règlement des litiges et langues.....	13
19 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail)	13
20 - Dérogations	13

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

La présente consultation concerne une prestation de nettoyage des locaux et la fourniture des consommables d'hygiène des sites du groupement du commande CCIT Haute-Loire.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

Sites	Adresses
Siège de la CCI	16 Boulevard Président Bertrand - 43000 Le Puy-en-Velay – 4 ^{ème} et 5 ^{ème} étages
Plateau Technique de Taulhac	Avenue Louis Jonget – Zone d'activité de Taulhac – 43000 Taulhac
Société Foncière de la CCI Haute-Loire « la Fabrique »	13 Avenue André Soulier - 43000 Le Puy-en-Velay

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 2 lot(s) :

Lots	Montant maximum en € HT 1 ^{ère} période (initiale) 1 an	Montant maximum en € HT 2 ^{ème} période (Reconduction) 1 an	Montant maximum en € HT 3 ^{ème} période (Reconduction) 1 an	Montant maximum en € HT 4 ^{ème} période (Reconduction) 1 an
Lot 1 : Prestations nettoyages des sites de la CCI Haute Loire	30 000 €	30 000 €	30 000 €	30 000 €
Lot 2 : Prestations nettoyages du site de la Société foncière de la CCI Haute-Loire « la Fabrique »	45 000 €	45 000 €	45 000 €	45 000 €

1.3 - Type d'accord-cadre

Les accords-cadres avec montant maximum, sont passés en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Ils donneront lieu à l'émission de bons de commande.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur pour les prestations relevant d'interventions ponctuelles et rémunérés par prix unitaires.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

1.5 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (ATTRI 1) du lot concerné (lot 1 et /ou lot 2)
- La décomposition des prix forfaitaires et unitaires du lot concerné (lot 1 et /ou lot 2)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cadre de réponse OBLIGATOIRE du lot concerné (lot 1 et /ou lot 2)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Tous les documents produits par le titulaire en cours de marché (bons d'intervention, cahiers de liaison, planning d'intervention, etc.) du lot concerné (lot 1 et /ou lot 2) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance postérieurs à la notification du marché du lot concerné (lot 1 et /ou lot 2)
- Les bons de commande
- les éventuels avenants.

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les présents accords-cadres comportent une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Les titulaires doivent informer leurs sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Durée et délais d'exécution

4.1 - Durée du contrat

Les accords-cadres sont conclus pour une période initiale de 1 an.

Les accords-cadres sont conclus à compter de la date de notification du contrat. Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

4.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont réputés fermes la première année, puis révisibles chaque année à la date d'anniversaire de sa notification.

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire (**date indiquée à la page de garde du Règlement de consultation**) ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

Lots	Formules
1 et 2	$C_n = 100\% (010766785 (n) / 010766785 (o))$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Lots	Code	Libellé
1 et 2	010766785	Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.21 – Nettoyage courant, marché public

5.3 - Clause de déclenchement de la révision des prix

La révision de prix ne s'appliquera que lorsque l'incidence de la révision sera supérieure ou égale à 1% du montant des prix initiaux.

5.4 – Clause de sauvegarde

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité ou de réexaminer les conditions du marché à la date d'application d'une nouvelle révision, lorsque l'augmentation conduit à dépasser le seuil de 5% par an.

6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

7 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;

- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

CCI Haute-Loire

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13001313900014
- Code service : ETB100
- Numéro d'engagement juridique : 2543H01AO
- Contact comptabilité facturation : fournisseurs-haute-loire@auvergne-rhone-alpes.cci.fr

Société Foncière de la CCI Haute-Loire « la Fabrique »

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 98052976200018
- Numéro d'engagement juridique : 2543H01AO
- Contact comptabilité facturation : fournisseurs-haute-loire@auvergne-rhone-alpes.cci.fr

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

9 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

- En phase consultation : demande de compléments, rejets, attribution du marché.

En revanche, la notification des bons de commande ne sera pas effectuée par le biais du profil d'acheteur.

Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS.

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

10 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

- L'utilisation de produits avec Eco label, consommables et matériels :
 - ↳ La gestion et le conditionnement des produits d'entretien : fabrication (réduction des impacts sur la biodiversité), utilisation (composition des produits et notamment leur caractère écologique, non polluant ou non toxique), fin de vie (limitation de rejet dans les eaux usées), conditionnement et transport ;
 - ↳ La gestion, la durée de vie et le conditionnement des matériels de nettoyage : économie des consommations d'énergie et d'eau, réduction de la pollution de l'air intérieur (filtres des aspirateurs), réduction des nuisances sonores, valorisation des déchets de ces équipements en fin de vie et leur orientation vers des filières de valorisation ;
 - ↳ La gestion, la durée de vie et le conditionnement des consommables (outils d'essuyage, sacs déchets, etc.) ;
- Les mesures visant à fidéliser le personnel à son poste de travail et à mobiliser du personnel à chaque fois qu'un poste vacant est à pourvoir ou dans le cadre de remplacements. Sont pris en considération :
 - ↳ La gestion du temps de travail : volume horaire mensuel et répartition des personnels
 - ↳ Les mesures visant à faciliter le recrutement, l'intégration et la fidélisation du personnel
 - ↳ Les mesures visant à limiter le travail en poste isolé
 - ↳ La formation continue à l'utilisation des produits d'entretien et techniques de nettoyage

11 - Constatation de l'exécution des prestations

11.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

11.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

12 - Pénalités

12.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,0/1000, conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le titulaire subira également, en cas de non-respect du délai contractuel d'exécution ou de livraison, une pénalité forfaitaire de 200,00 € par jour.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées après mise en demeure adressée au titulaire et restée sans effet dans un délai de 15 jours, conformément à l'article 14.1.1 alinéa 1 du CCAG-FCS.

12.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 1 000,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

12.3 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Manquement aux obligations d'entretien ou de propreté du site ou du matériel	Forfaitaire	100,00 €	Par constatation d'un manquement
Non-respect des règles en vigueur en matière de sécurité	Forfaitaire	100,00 €	Par manquement aux règles de sécurité
Absence de port de la carte d'identification professionnelle ou badge	Forfaitaire	100,00 €	Par constatation du défaut de la carte d'identification professionnelle

Malfaçon / mauvaise exécution	Forfaitaire	1 000,00 €	Par réserve non levée à l'issue du délai de garantie de parfait achèvement
Facturation de prestations non réalisées	Forfaitaire	50,0 %	Par prestation facturée et non réalisée
Sous-traitance non déclarée	Forfaitaire	1000 €	Par jour de présence sur le chantier du sous-traitant irrégulier

13 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

14 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

Ajout d'un ou plusieurs nouveaux bâtiments dans le périmètre géographique du lot concerné

Pendant l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur peut ajuster son besoin en ajoutant des bâtiments/sites et/ou équipements supplémentaires au périmètre initial. Dans ce contexte, le titulaire s'engage à accepter toute évolution du périmètre du marché, incluant l'ajout de nouveaux bâtiments / sites en cours d'exécution, dans le périmètre géographique du lot concerné.

Pour chaque bâtiment / site ou équipement supplémentaire, le pouvoir adjudicateur fournira un « Descriptif du bâtiment /site » qui seront transmis au titulaire pour qu'il réalise le chiffrage correspondant.

Le chiffrage par le titulaire sera effectué en appliquant la base des prix définis dans le « Bordereau des prix » de l'accord-cadre.

Réexamen des conditions financières, notamment dans les cas suivants :

- En cas de modification de l'environnement économique portant atteinte à l'économie générale de l'accord-cadre ou à son équilibre financier ;
- En cas d'événements extérieurs aux parties perturbant durablement ou sensiblement la réalisation des prestations.

Modification du montant maximum

Le montant maximum du contrat pourra faire l'objet d'un réexamen

- Si cette modification est rendue nécessaire en raison de l'évolution des coûts du contrat, résultant d'événements irrésistibles et extérieurs aux parties, conduisant le titulaire à exposer pour l'exécution du marché, des sommes ayant un impact significatif sur l'équilibre du contrat.
- Si le montant maximum est atteint au cours d'une période d'exécution, les deux parties peuvent revoir le maximum de l'accord-cadre, dans le respect des dispositions prévues par les articles R. 2194-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Ces modifications contractuelles seront entérinées par voie d'avenant.

15 - Résiliation du contrat

15.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans

administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

16 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

17 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir, à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme **E-ATTESTATIONS** mise à disposition gratuitement par la CCIT, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

À défaut de production des pièces sur E-attestations, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire et d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

18 - Dérogations

- L'article 11.2 du CCAP déroge à l'article 29 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.2 du CCAP déroge à l'article 30 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services